



## Conseil économique et social

Distr. générale  
20 août 2010  
Français  
Original: anglais

### Commission économique pour l'Europe

#### Comité du commerce

#### Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation

##### Vingtième session

Genève, 1<sup>er</sup>-3 novembre 2010

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

##### Programme de travail et priorités du Groupe de travail

### Programme de travail pour 2011-2013 et tableau des priorités

#### Note du secrétariat\*

##### *Résumé*

Le présent document contient le programme de travail pour 2011-2013, lequel a été établi sur la base du mandat du Groupe de travail et des décisions prises par celui-ci au cours de ses sessions annuelles les plus récentes et lors des réunions de son bureau.

En outre, à la réunion qu'il a tenue en mai 2010 à Stockholm, le Bureau a également passé en revue un tableau des priorités établi par le secrétariat. Ce tableau, qui figure dans le présent document, rend compte en détail de l'état d'avancement des actions entreprises par le Groupe de travail et indique succinctement les textes sur lesquels elles se fondent.

Le présent document contient également une version actualisée de l'organigramme qui montre la structure du Bureau du WP.6 et le rôle de ses rapporteurs.

Le programme de travail et le tableau des priorités y afférent sont soumis au Groupe de travail pour examen plus approfondi et adoption.

\* À ses précédentes sessions, le Groupe de travail avait décidé que les délégations devraient participer aux évaluations (ECE/TRADE/C/WP.6/2007/12) du programme de travail (ECE/TRADE/C/WP.6/2007/13, par. 81 c)).

## **I. Programme de travail pour 2011-2013**

### **A. Gestion du risque dans les systèmes de réglementation**

#### **1. Objectifs**

- a) Améliorer la gestion des risques qui pourraient dégrader la qualité des produits et des services, ou bien causer du tort ou porter préjudice à la population, à l'environnement ainsi qu'aux biens matériels ou immatériels;
- b) Recueillir et partager l'information sur les risques liés à l'utilisation des produits et aux procédés de production;
- c) Déterminer et faire connaître les meilleures pratiques pour remédier à ces risques, notamment sur le plan de la réglementation et de la gestion.

#### **2. Travaux à entreprendre**

- a) Étudier la question de la création d'un groupe d'experts de la gestion du risque dans les systèmes de réglementation;
- b) Élaborer des modèles de référence portant sur l'utilisation d'outils de gestion du risque par les autorités chargées de la réglementation, les organismes de normalisation, les organismes d'évaluation de la conformité et les autorités de surveillance des marchés;
- c) Entreprendre une enquête fondée sur les modèles de référence afin de rassembler des informations sur l'utilisation effective des outils de gestion du risque et sur les domaines dans lesquels ces outils s'avèrent nécessaires;
- d) Établir un plan pour les travaux futurs en se fondant sur les résultats de l'enquête et en consultant l'ensemble des intervenants, et s'assurer de son application;
- e) Organiser une réunion-débat sur la gestion du risque dans le cadre de la vingtième session annuelle;
- f) Mettre au point une proposition portant sur l'organisation d'une manifestation qui aurait lieu dans le cadre de la session de 2011 de la CEE. Si cette proposition était approuvée, organiser cette manifestation avec le concours du Bureau du Secrétaire exécutif de la CEE;
- g) Établir des liens avec d'autres organisations et avec des autorités nationales et régionales qui ont des connaissances spécialisées reconnues dans le domaine de la gestion du risque.

### **B. Politiques de normalisation**

#### **1. Objectifs**

- a) Offrir un lieu de rencontre pour l'échange d'informations et la confrontation des expériences sur des questions qui intéressent les États Membres de l'ONU et les représentants des milieux d'affaires et de la société civile, s'agissant de la normalisation et des activités qui s'y rapportent;
- b) Faciliter la mise en application et l'utilisation des normes internationales.

## 2. Travaux à entreprendre

- a) Mener à son terme la révision de la Recommandation D («Référence aux normes») en tenant compte des orientations et documents diffusés à l'échelle internationale;
- b) Participer aux travaux effectués par des organismes nationaux, régionaux et internationaux de normalisation et autres organisations gouvernementales et intergouvernementales internationales, selon qu'il convient.

## C. Pratiques et coopération en matière de réglementation: initiatives sectorielles basées sur la Recommandation L de la CEE mise au point par l'Équipe de spécialistes de la normalisation et des techniques de réglementation (Équipe START)

### 1. Objectifs

- a) Réexaminer en permanence les questions liées aux pratiques de réglementation aux niveaux national, régional et international;
- b) Renforcer la coopération en matière de réglementation;
- c) Soutenir les initiatives sectorielles ou régionales en cours ou nouvelles à l'appui de projets faisant appel aux mécanismes et principes du «Modèle international pour une harmonisation technique», en coopération avec les gouvernements, organisations internationales et opérateurs privés intéressés.

### 2. Travaux à entreprendre

- a) Continuer de publier en anglais le bulletin sur la coopération en matière de réglementation;
- b) Faciliter de bonnes pratiques de réglementation et renforcer la coopération en la matière aux niveaux régional et international en s'informant mutuellement des meilleures pratiques au moyen d'ateliers, de séminaires et de publications;
- c) Apporter un appui aux travaux entrepris dans le cadre de l'Initiative sectorielle concernant les engins de terrassement, l'Initiative sectorielle concernant les équipements utilisés à proximité d'explosifs, l'Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications et l'Initiative sectorielle concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures;
- d) Si les délégations nationales se déclarent intéressées, soutenir de nouveaux projets sectoriels reprenant les mécanismes et principes du Modèle international pour une harmonisation technique;
- e) Dans la mesure où les ressources financières le permettent, aider les membres d'accords commerciaux régionaux auxquels participent des pays en développement ou des pays en transition à intensifier leur coopération en matière de réglementation, sur la base des principes de la Recommandation L;
- f) Continuer à collaborer avec le Comité des obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), y compris en participant de manière dynamique à ses réunions, séminaires et ateliers.

## **D. Surveillance des marchés: soutien apporté au Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe MARS)**

### **1. Objectifs**

- a) Renforcer la coopération entre les autorités chargées de la surveillance des marchés partout dans le monde;
- b) Faciliter l'harmonisation des méthodes de surveillance des marchés grâce à la mise au point de définitions terminologiques acceptées au niveau international et à l'établissement d'un cadre et d'orientations clairement définis pour l'exercice de cette surveillance;
- c) Continuer à favoriser la mise en œuvre de la Recommandation M («Utilisation de la surveillance des marchés comme moyen complémentaire de protéger les consommateurs et utilisateurs contre les marchandises de contrefaçon»).

### **2. Travaux à entreprendre**

- a) Faire le point des méthodes et pratiques de surveillance des marchés au niveau mondial, et favoriser un échange d'informations et de données sur les meilleures pratiques entre les autorités nationales du monde entier en apportant un appui au Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe MARS);
- b) Encourager les travaux de l'Équipe spéciale chargée du modèle de surveillance des marchés portant sur l'établissement d'un modèle générique et d'orientations en vue de l'élaboration de bonnes pratiques pour la surveillance des marchés;
- c) Encourager les travaux du Groupe MARS concernant les définitions en vue de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle au niveau international et d'aplanir les principales divergences dans l'utilisation des termes relatifs à la surveillance des marchés;
- d) Continuer à promouvoir les principes de la Recommandation M, et, s'il est possible de réunir suffisamment de fonds, en faciliter l'application dans les pays en développement et les pays en transition;
- e) Continuer à coopérer activement avec l'initiative PROSAFE de l'Union européenne, le Comité pour l'évaluation de la conformité de l'ISO (CASCO/ISO), et plus précisément le Groupe STAR qu'il vient de créer, ainsi que le Comité européen de normalisation (CEN), le Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC), l'EASC et d'autres organismes régionaux et nationaux.

## **E. Évaluation de la conformité**

### **1. Objectifs**

- a) Examiner et promouvoir des principes et pratiques harmonisés en ce qui concerne l'évaluation de la conformité au niveau international ainsi que des accords et arrangements bilatéraux et multilatéraux relatifs à l'acceptation des résultats en matière d'évaluation de la conformité;
- b) Participer aux travaux sur l'évaluation de la conformité dans l'optique du commerce qui sont entrepris par d'autres organisations internationales et régionales.

## **2. Travaux à entreprendre**

- a) Organiser une réunion-débat sur l'évaluation de la conformité dans le cadre de la vingtième session annuelle et y donner suite;
- b) Continuer d'offrir un lieu de rencontre pour l'échange d'informations et la confrontation des expériences sur des questions relatives à l'évaluation de la conformité qui intéressent les États membres de la CEE, d'autres États Membres de l'ONU, des organisations internationales et régionales et les représentants des milieux d'affaires et de la société civile;
- c) Continuer à coopérer activement avec toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et international.

## **F. Métrologie**

### **1. Objectifs**

- a) Échanger des informations sur les politiques et pratiques nationales en matière de métrologie dans les États membres de la CEE;
- b) Étudier les moyens qui peuvent être envisagés pour établir des critères applicables aux procédures de métrologie.

### **2. Travaux à entreprendre**

- a) Continuer d'offrir un lieu de discussion propice à l'examen des problèmes de métrologie, en faisant une large place aux pays en transition;
- b) Continuer de coopérer activement avec les États membres de la CEE et organisations nationales, régionales et internationales intéressés.

## **G. Renforcement des capacités et coopération technique**

### **1. Objectifs**

Afin de favoriser la mise en œuvre de ses recommandations et d'autres projets, le Groupe de travail évaluera les demandes de formation et de renforcement des capacités émanant de pays et d'organisations de la région de la CEE et d'autres régions et y donnera suite si cela est possible. À cet effet, il continuera d'œuvrer avec les donateurs afin d'obtenir des ressources extrabudgétaires pour financer de tels projets.

### **2. Travaux à entreprendre**

- a) Étudier la possibilité de réunir des fonds extrabudgétaires pour la mise en œuvre de la Recommandation M dans les pays en transition et les pays en développement;
- b) Étudier la possibilité de réunir des fonds extrabudgétaires pour aider les membres d'accords commerciaux régionaux auxquels participent des pays en développement ou des pays en transition à intensifier leur coopération en matière de réglementation, sur la base des principes de la Recommandation L;
- c) Coopérer plus activement avec les organisations qui mettent en œuvre des activités de renforcement des capacités et de coopération technique en rapport avec les normes et règlements et qui œuvrent en faveur d'une approche coordonnée de la normalisation, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation.

## II. Tableau des priorités pour 2011-2013

### A. Note explicative et précisions relatives au tableau

1. Niveaux de priorité assignés à titre provisoire aux activités prévues dans le programme de travail:

**Priorité A: 2010-2011**

**Priorité B: En cours d'exécution**

**Priorité C: Différée**

2. Sept grands domaines d'activité ont été définis:

- Gestion du risque
- Politiques de normalisation
- Pratiques et coopération en matière de réglementation: soutien apporté à l'Équipe de spécialistes de la normalisation et des techniques de réglementation (Équipe START)
- Surveillance des marchés: soutien apporté au Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe MARS)
- Évaluation de la conformité
- Métrologie
- Renforcement des capacités et coopération technique.

3. Documents de base:

- |   |                                |
|---|--------------------------------|
| • Rapport sur les travaux de la dix-neuvième session                                | ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19       |
| • Rapport sur les travaux de la Conférence sur l'évaluation et la gestion du risque | ECE/TRADE/C/WP.6/2010/2        |
| • Programme de travail pour 2008-2010   | ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1 |
| • Rapport sur les travaux de la dix-septième session                                | ECE/TRADE/C/WP.6/2007/13       |

4. Liste d'abréviations:

CA	Évaluation de la conformité
CROs	Objectifs réglementaires communs
MS	Surveillance des marchés
RC	Coopération en matière de réglementation
RM	Gestion du risque
SIEEE	Initiative sectorielle concernant les équipements utilisés à proximité d'explosifs
SIEMM	Initiative sectorielle concernant les engins de terrassement
SIPS	Initiative sectorielle concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures
SIT	Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications
Stand	Politiques de normalisation

<i>Priorité</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Texte sur lequel se fonde l'initiative</i>	<i>Description</i>	<i>Président/Équipe/ Groupe/Animateur de l'Équipe spéciale</i>	<i>État d'avancement (au mois de juin 2010)</i>
A	RM	Session annuelle de 2009 (ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19, par. 10 c))	Création d'un groupe d'experts de la gestion du risque dans les systèmes de réglementation (GRM)	M. D. Macrae M. V. Nikonov	En cours d'examen.
A	RM	Idem	Mise au point d'une méthode permettant d'évaluer l'utilisation des outils de gestion du risque dans les systèmes de réglementation. Réalisation d'une enquête pour rassembler des informations sur l'utilisation effective de ces outils et sur les besoins qui subsistent.	M. V. Nikonov M. D. Macrae	Les premiers résultats seront présentés à la session du Groupe de travail.
B	Stand	Session annuelle de 2008 (ECE/TRADE/C/WP.6/2007/13, par. 35)	Comme suite au débat sur les défis auxquels sont confrontées les autorités russes chargées de la réglementation dans le cadre de leurs travaux, qui s'était tenu à la dix- septième session en 2007, et aux conclusions du Forum international de la CEE (WP.6) sur le langage commun en matière de réglementation dans le commerce mondial, le Groupe de travail a chargé les membres du Bureau et le secrétariat de la CEE: a) d'établir un document de référence ou d'information à l'intention des autorités intéressées qui étaient chargées de la réglementation dans la région de la CEE et d'autres régions; et b) d'amorcer la révision de la Recommandation D.	WP.6 et secrétariat	Parution de la publication «Common Regulatory Language for Global Trade» en 2010.  Une proposition relative à la révision de la Recommandation D a été examinée à la dix-neuvième session. À sa vingtième session, le Groupe de travail étudiera une proposition visant à établir un groupe de travail pour la révision de la Recommandation D.
A	RC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 15)	L'Initiative sectorielle concernant les équipements utilisés à proximité d'explosifs a été établie par le Groupe de travail à sa dix-septième session (2007). Son mandat a été approuvé à la dix-huitième session (2008), et les objectifs réglementaires communs proposés à la dix-neuvième session	M. F. Lieniesch	L'Équipe spéciale se réunira à Stockholm pour examiner la meilleure façon de promouvoir les objectifs réglementaires communs auprès des décideurs et des représentants des organismes de normalisation dans les pays en développement qui ne disposent pas encore de cadre pour les

Priorité	Domaine		Description	Président/Équipe/ Groupe/Animateur de l'Équipe spéciale	État d'avancement (au mois de juin 2010)
	d'activité	Texte sur lequel se fonde l'initiative			
			(2009).		équipements utilisés à proximité d'explosifs. Parmi les autres priorités figurent la révision des objectifs réglementaires communs existants, les procédures liées à la surveillance des marchés et la mise en place de meilleures pratiques en matière de surveillance des marchés.
A	RC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 15)	Les travaux réalisés dans le cadre de l'Initiative sectorielle pour l'industrie des télécommunications ont débuté en 2002. Le mandat y afférent a été approuvé par le Groupe de travail en 2003. Des objectifs réglementaires communs ont été définis pour les équipements suivants: ordinateurs personnels; périphériques d'ordinateurs personnels; terminaux de réseaux téléphoniques publics commutés (PSTN); matériel Bluetooth, réseau local sans fil; norme GSM et télécommunications mobiles internationales.	M. P. Döfnäs	Le président du Groupe de travail a adressé une lettre au président du groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (ANMA) concernant la possibilité d'utiliser le Modèle international dans le contexte des débats de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
A	RC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 15)	Les travaux réalisés dans le cadre de l'Initiative sectorielle concernant les engins de terrassement ont débuté en 2003 et une proposition concernant des objectifs réglementaires communs a été élaborée en 2004 et approuvée par le Groupe de travail à sa quatorzième session. Des objectifs révisés ont été adoptés à la dix-neuvième session en 2009 afin de tenir compte de la nécessité d'obtenir un certificat d'une tierce partie dans les pays dans lesquels la déclaration de conformité du fournisseur n'est pas reconnue.	M. D. Roley	Le Coordonnateur de l'Initiative sectorielle concernant les engins de terrassement continuera de promouvoir les objectifs réglementaires communs dans leur version révisée. Le Groupe de travail examinera également une proposition présentée par l'Initiative sectorielle en vue d'utiliser un modèle type pour les certificats de conformité.



<i>Priorité</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Texte sur lequel se fonde l'initiative</i>	<i>Description</i>	<i>Président/Équipe/ Groupe/Animateur de l'Équipe spéciale</i>	<i>État d'avancement (au mois de juin 2010)</i>
A	RC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 15)	À sa dix-septième session, le Groupe de travail a pris note d'une proposition préliminaire visant la création d'une équipe spéciale pour la sûreté des oléoducs et des gazoducs, sur la base de la Recommandation L. À sa dix-neuvième session, le Groupe de travail a décidé d'établir une nouvelle initiative concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures. Les travaux préliminaires ont déjà débuté: un questionnaire visant à recueillir des informations sur les pratiques en matière de réglementation dans ce secteur a été élaboré et cinq pays y ont répondu (Biélorus, Brésil, Canada, Kazakhstan et Turquie).	M <sup>me</sup> N. Volkova	Le secrétariat attend qu'un nouveau coordonnateur soit nommé pour l'Initiative sectorielle concernant la sécurité des conduites d'hydrocarbures.
B	RC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 15)	Soutenir de nouvelles initiatives sectorielles ou régionales à l'appui de projets faisant appel aux mécanismes et principes du Modèle international pour une harmonisation technique, en coopération avec les gouvernements, organisations internationales et opérateurs privés intéressés.	WP.6 et secrétariat	
B	RC et Stand	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 12)	Offrir un lieu de rencontre pour l'échange d'informations et la confrontation des expériences sur des questions qui intéressent les États membres de la CEE, d'autres États Membres de l'ONU, les organisations internationales et régionales ainsi que les représentants des milieux d'affaires et de la société civile, s'agissant de la normalisation et des activités qui s'y rapportent.	WP.6 et secrétariat	

<i>Priorité</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Texte sur lequel se fonde l'initiative</i>	<i>Description</i>	<i>Président/Équipe/ Groupe/Animateur de l'Équipe spéciale</i>	<i>État d'avancement (au mois de juin 2010)</i>
A	MS	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 18 b))	L'Initiative relative à un modèle général de surveillance des marchés a été lancée en 2007 et son mandat approuvé à la dix-huitième session en 2008. La version révisée (mais informelle) du modèle a été présentée à la dix-neuvième session annuelle. Elle est complétée par un document d'introduction établi par le secrétariat (ECE/TRADE/C/ WP.6/2009/11).	M. I. Hendrix	Des échanges de vues sont en cours avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en vue d'étudier la possibilité que le modèle de surveillance des marchés soit publié sous forme de document didactique à l'intention des autorités chargées de la réglementation.
A	MS	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 18 c))	À sa dix-huitième session, le Groupe de travail a fait sienne la proposition présentée par le Groupe MARS visant à intensifier les travaux concernant les définitions communes.	M. W. Kool	Un projet de document a été présenté à la dix-neuvième session. Les délégations sont invitées à soumettre d'autres termes qu'elles jugent nécessaire de faire figurer dans la liste, ainsi que toute définition divergente extraite de leur législation nationale.
A	MS	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 19)	Le Groupe de travail a décidé d'un commun accord de demander au Comité pour l'évaluation de la conformité (CASCO) de l'ISO s'il envisagerait avec intérêt de renforcer la coopération dans le domaine de la surveillance des marchés.	MARS et secrétariat	La CEE participe régulièrement aux réunions du Groupe STAR du Comité pour l'évaluation de la conformité (CASCO) de l'ISO.
B	MS	Session annuelle de 2008 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/18, par. 18 d))	Le Groupe de travail a recommandé que les États membres de la CEE, ainsi que tous les autres États, encouragent leurs organismes nationaux de surveillance des marchés à appliquer les méthodes proposées dans la Recommandation M lorsque leur cadre juridique et institutionnel le leur permet.	WP.6 et secrétariat	Le WP.6 encouragera la confrontation des expériences acquises concernant la Recommandation M.

<i>Priorité</i>	<i>Domaine d'activité</i>	<i>Texte sur lequel se fonde l'initiative</i>	<i>Description</i>	<i>Président/Équipe/ Groupe/Animateur de l'Équipe spéciale</i>	<i>État d'avancement (au mois de juin 2010)</i>
B	M	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 23 et 24)	Continuer d'offrir un lieu de discussion propice à l'examen des problèmes de métrologie, en faisant une large place aux pays en transition. Rester en contact avec les États membres de la CEE et organismes de métrologie intéressés (Organisation internationale de métrologie légale et Coopération eurasiatique des instituts nationaux de métrologie, par exemple) et leur demander s'ils envisageraient avec intérêt d'élaborer de nouvelles recommandations concernant des orientations relatives aux méthodes à suivre dans les procédures de mesurage.	M. W. Kool, Bureau et secrétariat	Le WP.6 a entrepris l'élaboration d'un mémorandum d'accord visant à faciliter la collaboration entre la CEE et l'OIML.
B	CA	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 21)	Continuer d'offrir un lieu de rencontre pour l'échange d'informations et la confrontation des expériences sur des questions relatives à l'évaluation de la conformité qui intéressent les États membres de la CEE, d'autres États Membres de l'ONU, des organisations internationales et régionales et les représentants des milieux d'affaires et de la société civile.	WP.6, Bureau et secrétariat	Organiser une réunion-débat sur l'évaluation de la conformité avec les coordonnateurs des initiatives sectorielles et des organisations internationales (CASCO/ISO, ILAC, FIA).
B	CB et TC	Programme de travail pour 2009-2010 (ECE/TRADE/C/WP.6/2008/14/Rev.1, par. 25)	Afin de favoriser la mise en œuvre de ses recommandations et d'autres projets, le Groupe de travail évaluera les demandes de formation et de renforcement des capacités émanant de pays et d'organisations de la région de la CEE et d'autres régions et y donnera suite si cela est possible. À cet effet, il continuera d'œuvrer avec les donateurs afin d'obtenir des ressources extrabudgétaires pour financer de tels projets.	WP.6 et secrétariat	

### III. Organigramme du Groupe de travail

